

1945-1948, LA FRANCE FACE AU CONFLIT JUDEO-ARABE :

JEAN LACOUTURE SE SOUVIENT

ANDRE VERSAILLE : Au lendemain de la guerre, comment les Français regardent-ils la lutte des Juifs pour établir leur État en Palestine ?

JEAN LACOUTURE : À l'époque, l'image des Juifs rescapés des camps de la mort et luttant pour l'édification d'une patrie provoque une très forte sympathie. L'implantation juive en Palestine est populaire. Aussi bien chez les philosémites que chez les antisémites (désormais camouflés), tout le monde trouve bon que les Juifs aillent s'installer en Palestine. (Je suis sûr qu'on trouverait même dans *L'Action française* des articles en faveur de cette installation : on n'en veut pas chez nous, pourquoi ne pas favoriser leur implantation au Moyen-Orient... Ce sont là bien sûr de très mauvais avocats, mais leur argumentation va dans le sens général de la création d'un État juif hors d'Europe.)

Étant donné la Shoah (encore mal connue d'ailleurs...), on estime que les Juifs, du fait de leurs souffrances, ont tous les droits – et surtout celui d'édifier leur État. La politique anglaise de freinage de l'immigration est très mal considérée en France et pas seulement par anglophobie. On est indigné : « Quoi ? les Anglais veulent empêcher les Juifs de rentrer chez eux ? C'est scandaleux ! » (inutile de dire que les Anglais avaient de très bonnes raisons – ne serait-ce que le « mandat » de la SDN – de considérer et même de protéger les droits des Arabes).

ANDRE VERSAILLE : À l'époque, à part quelques arabisants, le public ignore totalement la question palestinienne ?

JEAN LACOUTURE : Oui. L'opinion prévaut que les Arabes ont tort, qu'ils veulent rejeter les Juifs à la mer par antijudaïsme. « Les Arabes » sont assimilés à une poignée d'émirs et de pachas richissimes, propriétaires de champs pétroliers et qui, en plus de ces richesses, prétendent conserver ces terres qui sont considérées par la plupart comme juives. Au surplus, le porte-parole des Palestiniens d'alors, le grand Mufti de Jérusalem, entré en relation avec Hitler pendant la guerre, est considéré comme pronazi. Honte sur lui ! Et donc sur tous les siens.

J'ai d'ailleurs rencontré ce personnage, exilé au Caire, en 1954. Il se gardait alors de tout excès verbal antijuif, mais se contentait de prédire, d'un ton calme, l'éradication du sionisme et le prochain embarquement des Juifs pour l'Europe, consentant à faire une exception pour les « indigènes ». Il est vrai qu'à la même époque, et pour près d'un quart de siècle encore, les dirigeants israéliens niaient paisiblement l'existence même du peuple palestinien : dans les années 1960, M^{me} Golda Meir, que j'interviewais à New York, m'assurait que la Palestine arabe, c'était la Jordanie, et que l'idée d'un peuple palestinien avait été forgée par la propagande arabe. Que si d'aventure il existait des gens qui se considéraient comme palestiniens, ils avaient trouvé leur avenir en Jordanie, définitivement.

Pour ma part – et tout en reconnaissant au peuple juif le droit absolu d'être enfin « chez lui », sur « sa » terre et protégé par ses propres armes –, je n'ai jamais été en faveur du sionisme, moins par référence aux droits des Arabes qu'en tant que patriote français. Je regrette que les Juifs français s'en aillent en Palestine, parce que je considérais que la nation française comptait une composante juive indispensable : à mes yeux, la République en France a été faite par les protestants et les Juifs contre les catholiques ; la République, dût-elle l'avoir bien mal compris, est une création judéo-protestante. Si le sionisme peut être vu comme la sanction méritée par l'antisémitisme français, entre autres, il prive la France de ses Juifs,

richesse humaine fondamentale. Et la réflexion vaut autant pour les États-Unis. Une Amérique sans Juifs ! Quelle perspective !

L'apport royal fait au monde, celui du XX^e siècle surtout, par la diaspora juive tend, du fait du sionisme, à se concentrer dans un petit État – modèle à certains égards. Mais je pense, avec un certain nombre de Juifs comme Yehudi Menuhin, que c'est aussi un appauvrissement du reste du monde.

En un mot, la diaspora me paraît plus belle que l'État sioniste. Comme citoyen français et même comme citoyen du monde, je tiens à cette dimension juive, universaliste, porteuse de Lumières. Ce disant, je reconnais encore une fois le droit le plus strict qu'ont les Juifs, humiliés, massacrés depuis des siècles, de se regrouper derrière leurs murailles pour bâtir leur État national. À la condition, toutefois, de ne pas nuire aux droits des Arabes voisins – auxquels l'Europe meurtrière ou lâche du milieu du XX^e siècle a tendance à faire payer le prix de ses crimes.

ANDRE VERSAILLE : Reconnaissez que votre idée de la nécessité de conserver une composante juive en France ou dans d'autres pays européens, ne fut pas abondamment partagée jusqu'en 1945.

JEAN LACOUTURE : C'est évident. Je ne donnerai pas la France des XIX^e et XX^e siècles pour modèle ! Mais souvenez-vous de la glorieuse histoire du judaïsme allemand – jusqu'en 1933, hélas ! –, ou viennois, de l'éclat de la communauté d'Amsterdam... Parce que ces admirables sociétés juives n'ont pas été respectées dans leurs droits comme elles devaient l'être, le problème s'est posé avec cette force. Le droit à l'installation en Israël, à la réimplantation juive en Palestine, terre de la Bible, droit fondé sur un immense crime collectif, est donc absolu. Mais est-ce la bonne solution ?

ANDRE VERSAILLE : La première guerre judéo-arabe manque d'être perdue au début par le Yichouv. Comment l'évolution de la guerre est-elle suivie ?

JEAN LACOUTURE : L'opinion est très largement projuive. La résistance et la victoire juives sont applaudies. Cette guerre est vue comme un conflit entre le Bien et le Mal avec, d'un côté Weizmann, image même du savant démocrate, et de l'autre le grand Mufti, dont on n'a pas oublié la rencontre avec Hitler. Les Arabes sont animés par une idéologie rétrograde, alors que les Juifs sont animés par un idéal, l'image du kibboutz est très positive... Il faudra attendre longtemps avant que tout cela se nuance.

ANDRE VERSAILLE : C'est un sacré revirement par rapport aux années 1930 et 1940.

JEAN LACOUTURE : La Shoah change tout. Car, évidemment, pour les Français, la Shoah, c'est le crime des Allemands. Si abusif et même mensonger que ce soit, l'antisémitisme est vu par les Français comme une affaire allemande. Et ils penseront d'autant mieux le prouver qu'ils se solidariseront avec les forces sionistes.

ANDRE VERSAILLE : Pourtant, le Quai d'Orsay ne prône pas vraiment une politique projuive. Le sentiment de solidarité mêlé de culpabilité ne s'efface-t-il pas devant la « realpolitik » ?

JEAN LACOUTURE : Entre 1947 et 1949, le Quai d'Orsay – comme le Foreign Office, comme le State Department – émet de sérieuses réserves en ce qui concerne la création de l'État d'Israël : « C'est très bien de soutenir la création d'un État juif, mais nous sommes responsables de beaucoup d'Arabes dans le monde et toute aide unilatérale aux Juifs sera fort mal reçue par eux, et fera exploser le monde arabe. » À l'époque, l'attitude du Quai d'Orsay est motivée par la crainte des réactions arabes dans nos colonies. Néanmoins le Quai est alors moins antisioniste que le Foreign Office, moins même que le State Department américain : savez-vous que l'excellent général Marshall a menacé Truman de démissionner si les États-Unis votaient en faveur de la création d'un État juif ? À l'époque, c'est Staline qui appuie les Sionistes où il voit des alliés contre les émirs pétroliers alliés de l'Angleterre...

ANDRE VERSAILLE : Et les actions terroristes de certains mouvements sionistes extrémistes, comment sont-elles reçues ?

JEAN LACOUTURE : L'opinion publique française n'émet pratiquement pas de réserve vis-à-vis des sionistes. On peut lire çà et là des mises en garde très intéressantes, dont celle de Léon Blum dans un éditorial du *Populaire*, et qui exprime des réserves sur les méthodes de certains groupes extrémistes. Son article est titré « Le terrorisme palestinien » (entendant par là le terrorisme des Juifs de Palestine...). Blum est très sévère : la cause est juste, rappelle-t-il, mais la fin ne justifie pas tous les moyens et le leader socialiste condamne sans réserve le terrorisme, fût-il juif, concluant que les plus belles causes peuvent être affaiblies, voire compromises, par l'emploi de certaines méthodes.

Ce texte est d'autant plus intéressant que Léon Blum – bien que se déclarant patriote français, et rien d'autre – soutient fermement la création de l'État juif : il existe une lettre de lui à Bidault relative aux réticences du Quai d'Orsay, où Blum déclare que la France ne peut pas ne pas soutenir la création d'Israël. En outre, il a accepté qu'un kibboutz porte son nom.

ANDRE VERSAILLE : Le Quai d'Orsay n'a cependant pas tort de craindre les réactions du monde arabe.

JEAN LACOUTURE : En effet, « nos » Arabes (et le monde arabe en général) reçoivent très mal la création d'un État juif sur une terre arabe. C'est une chose dont, à l'époque, je n'ai d'abord pas conscience. En mai 1948, je suis au Maroc et je n'imagine pas un instant que les Maghrébins puissent être profondément concernés par ce qui se produit là-bas, très loin, au Machrek (ces deux mondes se connaissent mal). De plus, la communauté juive au Maroc est à la fois importante et assez bien intégrée, et a joui de la protection royale pendant la guerre.

Le jour de la proclamation de l'État d'Israël, le 15 mai 1948, je suis invité comme journaliste au palais du sultan Mohammed Ben Youssef, à l'occasion de la visite que lui fait le général Juin. Là je suis surpris par l'atmosphère générale de désastre, mélange de deuil et de honte, qui règne au palais. Le grand arabisant Jacques Berque qui se trouve à mes côtés me rappelle que les Marocains ont une sensibilité arabe, que la création d'un État juif, là-bas, est considérée comme une insupportable humiliation. Il s'agit d'une terre « arabe » et tout Arabe dans le monde ne peut être que blessé par la victoire du jeune État hébreu.

Cette réaction a été une révélation pour moi : j'ai découvert l'existence d'une sensibilité arabe commune. Les Arabes ont beau ne pas s'entendre entre eux, quand ils souffrent ou se sentent humiliés, ils retrouvent une solidarité, au moins « contre ».

ANDRE VERSAILLE : Le Yichouv a gagné la guerre grâce, notamment, aux armes fournies par le camp du bloc de l'Est via la Tchécoslovaquie qui brise ainsi l'embargo général, plutôt défavorable aux sionistes. Comment s'explique cette aide ? Imagine-t-on que le futur État juif édifié par des forces essentiellement issues de mouvements travaillistes pourrait pencher vers Moscou ?

JEAN LACOUTURE : On n'apprendra que plus tard que Staline a joué la carte du nouvel État, en partie pour se débarrasser de « ses » Juifs, surtout pour favoriser la formation d'une classe ouvrière au Proche-Orient, qui devrait conduire à l'entrée en scène d'un mouvement prolétarien opposé aux capitalistes arabes pétroliers, proaméricains et proanglais.

ANDRE VERSAILLE : Pourtant, malgré cette aide décisive, le monde arabe ne paraît pas avoir fait grief au camp soviétique d'avoir aidé les sionistes.

JEAN LACOUTURE : C'est vrai. En apparence, tout au moins, les Arabes n'ont jamais fait grief à Staline d'avoir été le premier, avec Truman, à reconnaître l'État d'Israël. Pour les Arabes, le fait israélien reste un complot de l'Occident, une épine occidentale empoisonnée dans le corps arabe. C'est bien cela que j'ai vu sur le visage de ces dignitaires marocains, en mai 1948, et cette conviction, plus ou moins nuancée, se maintient depuis lors.

ANDRE VERSAILLE : Comment cela s'explique-t-il ?

JEAN LACOUTURE : D'abord, parce qu'il faut toujours trouver une excuse à une humiliation, ensuite parce qu'il y a une part de vérité. L'État juif est debout du fait de son courage et de son ingéniosité, du prestige de Weizmann et du génie de Ben Gourion. Mais aussi, tout de même, grâce à l'appui constant de son allié américain – et, entre 1950 et 1967, de la France.

ANDRE VERSAILLE : Vous parlez d'une « conscience arabe forte » ; mais y a-t-il alors une « conscience de la question palestinienne » proprement dite, dès lors qu'au lendemain de la guerre de 1948, comme vient de le rappeler Gérard Chaliand, ce qui devait devenir le territoire de la Palestine est occupé par Israël mais aussi, très largement, par la Transjordanie qui occupe la Cisjordanie, et l'Égypte qui prend possession de la bande de Gaza. Pourtant, on ne parlera pas de « territoires occupés » avant qu'Israël ne conquière à son tour ces terres, en juin 1967.

JEAN LACOUTURE : Les Arabes n'occupent pas. Ils se *superposent*. Entre Arabes, on se déteste, mais on ne s'occupe pas, on se *mêle*. Et pour tout vous dire, en ce qui me concerne, à l'époque, cette occupation arabe ne me paraissait pas étonnante : que ce soit le roi Abdallah ou le grand Mufti qui règne sur la Palestine, cela ne me paraissait pas changer grand-chose.

D'ailleurs, dans le monde arabe, l'idée de l'existence d'une Palestine en tant que telle est venue très tard. Avant 1953 et la création d'unités palestiniennes au Caire à l'initiative du général Naguib, la conscience arabe faisait peu de cas des Palestiniens.

ANDRE VERSAILLE : La guerre s'achève par la victoire des Juifs, ce qui fait manifestement plaisir à toute l'Europe.

JEAN LACOUTURE : Sauf à l'Angleterre, du fait de son « mandat » palestinien. L'ensemble de nos opinions publiques se félicite de ce que les Juifs aient enfin leur État. En revanche, les arabisants occidentaux comme Berque ou Massignon déplorent que les droits des Palestiniens soient piétinés et pensent que la création de l'État d'Israël déclenchera des réactions en chaîne. Ils n'auront pas beaucoup d'échos : leur avis passe pour des positions de spécialistes « proarabes ». Personnellement, à l'époque, l'affaire de Palestine ne me paraît pas décisive. Je la juge secondaire par rapport à l'ensemble du problème des indépendances arabes. Je la vois comme un « détail » de la question de l'émancipation des peuples colonisés à proprement parler.

(Extrait du livre : Gérard Chaliand et Jean Lacouture, *Voyage dans le demi-siècle*, Entretiens croisés avec André Versaille, Complexe, 2001.)